



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

n° chrono : 2020-426

Date : 7 décembre 2020

INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
RAPPORT DE LA VISITE D'INSPECTION du 17 novembre 2020
Société STPI

N° S3IC : 0054.1344			Commune : Vonges			
<u>Visite :</u>	Administrative	Programmée	Annoncée	Approfondie	<u>Régime :</u>	A
<u>Priorité :</u>	Nationale	<u>Attribut S3IC:</u> Risques chroniques, Action Nationale « Lubrizol 100 m »				
Liste des installations inspectées : installation de pulvérisation, points de rejet des eaux, voisinage, stockages des déchets, stockage des produits, stockage des pièces finies						
Référentiel de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 juin 2008 (AP)						
Personne(s) rencontrée(s) : Responsable Administrative et Financière ; Directeur du site.						

Le présent rapport vaut rappel réglementaire à l'exploitant pour les constats de non-conformités. Indépendamment des points contrôlés par l'Inspection des installations classées, il est de la responsabilité de l'exploitant de réaliser régulièrement les vérifications et suivis nécessaires pour s'assurer du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables à son installation.

Horaires d'ouverture au public :
du lundi au jeudi 8h30-11h45 / 13h30-16h30
le vendredi : 8h30-11h45 / 13h30-16h00
Autres horaires : sur rendez-vous
Tél. : 03 45 83 22 22 – fax : 03 45 83 22 95
21 bd Voltaire – CS 27912 – 21079 Dijon cedex

Synthèse de l'inspection

L'ensemble des constats est annexé au présent rapport.

Cette inspection avait pour but de vérifier les principales dispositions de l'arrêté préfectoral du site et l'état des installations et le voisinage avec la société Titanobel dans le cadre de l'action nationale « Lubrizol 100 m ».

Cette action nationale vise à renforcer le contrôle des installations bordant les sites Seveso afin de vérifier l'absence d'effets dominos. En particulier, un recensement a été mené pour répertorier l'ensemble des installations classées à autorisation, enregistrement ou déclaration dans un périmètre de 100 mètres autour des établissements Seveso Haut et Bas, ainsi que les activités économiques présentes dans le périmètre du PPRT des Seveso Seuil Haut.

Cinq non conformités et deux observations ont été relevées concernant la conformité du site avec la réglementation applicable :

- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence d'un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes pour protéger le réseau d'eaux.
- Le séparateur d'hydrocarbures présent sur le plan des réseaux n'a jamais pu être localisé par l'exploitant. Par conséquent, aucun entretien sur ce séparateur, n'est réalisé.
- Le plan des réseaux n'est pas à jour.
- Aucune analyse prescrite à l'article 4.3.5 de l'AP n'a été réalisée.
- Aucune mesure de la situation acoustique n'a été réalisée.

Concernant le voisinage de la société TITANOBEL, le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence importante de produits ou déchets inflammables dans les bâtiments jouxtant la clôture de séparation entre les deux sites.

Propositions de l'Inspection

- Constats à traiter par courrier

Liste des documents établis suite à la visite

- Lettre à l'exploitant

Date et signature

Date : 7 décembre 2020

Le rédacteur	La vérificatrice	L'approbateur
L'Inspecteur de l'environnement spécialité « ICPE »	La responsable de la subdivision « Risques Accidentels – Déchets »	Le responsable de l'Unité Départementale de la Côte d'Or
signé	signé	signé

ANNEXE 1 : FICHE DE CONSTATS

Société STPI à Vonges 21270
Visite d'inspection du 17 novembre 2020

Personnes rencontrées / fonctions : La Responsable Administrative et Financière ;
Le Directeur du site

Équipe d'inspection : L'inspecteur de l'environnement

Référentiel du contrôle :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 juin 2008 (AP)

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire																
Art 1.2.1. et Art 1.2.3	<p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Libellé en clair de l'installation</th><th>VOLUMES</th><th>RUBRIQUE</th><th>Classement</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc 2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile...à à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j</td><td>Installations de capacité maximale de 375 kg/j</td><td>2940.2.a</td><td>A</td></tr> <tr> <td>Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</td><td>Puissance totale installée de 64 kW</td><td>2920.2.b</td><td>D</td></tr> <tr> <td>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m³ mais</td><td>Capacité équivalente de 21 m³</td><td>1432.2.b</td><td>D</td></tr> </tbody> </table>	Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc 2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile...à à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j	Installations de capacité maximale de 375 kg/j	2940.2.a	A	Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance totale installée de 64 kW	2920.2.b	D	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m ³ mais	Capacité équivalente de 21 m ³	1432.2.b	D	Absence d'observation	<p>2940.2.a : la capacité maximale n'est pas atteinte, elle aujourd'hui de l'ordre de 150kg/j ;</p> <p>2920.2.b : deux compresseurs sont installés sur le site, ils fonctionnent alternativement, le compresseur de 22 kW sert au fonctionnement normal, celui de 37 kW est le compresseur de secours ;</p> <p>1432: rubrique 1432. Le stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables a été supprimé à compter du 1er juin 2015. Suite à la l'entrée en vigueur du décret n°2014-285 du 3 mars 2014, l'exploitant a fait une demande de bénéfice de l'antériorité, par courrier du 20 décembre 2016.</p> <p>L'exploitant déclare que son installation relève désormais de la rubrique 4330 (Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée) sous le régime DC.</p> <p>2565.2.b : l'activité concernée par cette rubrique a été arrêtée il y a plus de 10 ans</p>
Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement																
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc 2. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textile...à à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 a) supérieure à 100 kg/j	Installations de capacité maximale de 375 kg/j	2940.2.a	A																
Compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa Supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance totale installée de 64 kW	2920.2.b	D																
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité totale supérieure à 10 m ³ mais	Capacité équivalente de 21 m ³	1432.2.b	D																

Article	Prescription contrôlée				Faits	Commentaire
	Libellé en clair de l'installation	VOLUMES	RUBRIQUE	Classement		
	inférieure ou égale à 100 m³ : régime de déclaration					
	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc..) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564. 2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant : b) supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres	Total des bains : 1500 l de solution aqueuse avec 1% d'hydroxy de de potassium	2565.2.b	D		
	Combustion A l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4 la puissance thermique maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde < 2 MW	Puissance installée de 1054 kW	2910	NC		
	Grenaillage – sablage	Puissance installée <20KW	2575	NC		
<p>A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.</p> <p>I.1.1 - <u>Consistance des installations autorisées</u> L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 installations de pulvérisation et séchage de peinture - 2 cabines de ponçage, 1 cabine de sablage, 1 tunnel de lavage séchage à l'eau, 						
						<p>2910 : une chaudière à vapeur fonctionnant au gaz naturel. Il est rappelé à l'exploitant que l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110, s'appliquera à son installation.</p> <p>2575 : sans modifications</p> <p>- dans le courant de l'été 2020 une des quatre installations de pulvérisation et de séchage de peinture a été fermée ; - le tunnel de lavage séchage à l'eau n'existe plus depuis plus de 10 ans ; - la cabine d'essais n'est plus en fonctionnement depuis 6 ans environ.</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire						
	<ul style="list-style-type: none">- 1 atelier de décoration et de marquage laser- 1 atelier de tampographie- 1 cabine d'essais- 1 atelier mécanique								
Art 4.1.1.	<p>II - Titre 4 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques</p> <p>Chapitre 4.1 Prélèvements et consommation d'eau</p> <p>Origine des approvisionnements en eau</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :</p> <table><tr><td>Origine de la ressource</td><td>Nom du réseau</td><td>Prélèvement maximal annuel (m3)</td></tr><tr><td>Réseau privé</td><td>TITANOBEL</td><td>1000</td></tr></table>	Origine de la ressource	Nom du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Réseau privé	TITANOBEL	1000	Absence d'observation	<p>L'exploitant utilise deux réseaux :</p> <p>-les eaux sanitaires sont approvisionnées par le réseau public Saur. Les factures de consommation d'eau pour l'année 2020 (141 m³) , 2019 (131m³) et 2018 (148 m³) ont été présentées à l'Inspection.</p> <p>- l'eau industrielle provient du réseau privé TITANOBEL. Les factures de consommation d'eau pour l'année 2020 (146 m³) , 2019 (146m³) et 2018 (214 m³) ont été présentées à l'Inspection. La fermeture du tunnel de lavage à l'eau a contribué à la diminution de consommation d'eau.</p>
Origine de la ressource	Nom du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)							
Réseau privé	TITANOBEL	1000							
Art 4.1.2.	<p>Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement</p> <p><i>4.1.2.1 Réseau d'alimentation en eau potable</i></p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.</p>	Non-conformité 1	L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la présence d'un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes pour protéger le réseau d'eaux.						
Art 4.2.1.	<p>Chapitre 4.2 Collecte des effluents liquides</p> <p>Dispositions générales</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l' 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>	<p>Absence d'observation</p> <p>Non-conformité 2</p>	<p>Les rejets aqueux sanitaires sont canalisés dans une fosse septique. La dernière vidange date du 3 mars 2020 et a été effectuée par la société AECL. Un justificatif de cette intervention a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales n'est pas canalisé. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées ne passent probablement pas, selon l'exploitant, par un séparateur d'hydrocarbures mais vont directement sur le terrain de Titanobel. Le séparateur d'hydrocarbures présent sur le plan des réseaux n'a jamais pu être localisé par l'exploitant. Par conséquent, aucun entretien sur ce séparateur, n'est réalisé.</p>						

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
			Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'emplacement et le fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures.
Art 4.2.2.	<p>Plan des réseaux</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). 	Non-conformité 3	<p>Le plan des réseaux n'est pas à jour. Il n'est pas daté.</p> <p>Les implantations des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ne sont pas prises en compte.</p> <p>Le déboureur-deshuileur est signalé sur le plan sans que l'exploitant puisse justifier de son existence.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux.</p>
Art 4.3.1	<p><u>II.1.1 - Identification des effluents</u></p> <p>L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : Eaux domestiques et eaux vannes (E D), Eaux pluviales (E P)</p>	Absence d'observation	L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents.
Art 4.3.5	<p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets</p> <p>Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p>	Non-conformité 4	<p>Aucune analyse n'a été réalisée.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place une campagne d'analyse sur la totalité des paramètres demandés à l'article 4.3.5 de l'AP.</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire												
	<p>Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :</p> <p>A - En termes de caractéristiques générales des effluents</p> <ul style="list-style-type: none">pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5température inférieure à 30° Ccouleur (mesurée suivant la norme NF EN ISO 7787) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/lAbsence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C. <p>B - En termes de débits, de concentrations et de flux</p> <p>Rejet eaux pluviales</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Norme d'analyse</th><th>Concentration instantanée (en mg/l)</th></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>NF T 90101</td><td>40</td></tr><tr><td>Matières en suspension (MES)</td><td>NF EN 872</td><td>15</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (HCT)</td><td>NF T 90114</td><td>5</td></tr></table> <p>La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est d'environ 4800 m².</p>	Paramètres	Norme d'analyse	Concentration instantanée (en mg/l)	Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90101	40	Matières en suspension (MES)	NF EN 872	15	Hydrocarbures totaux (HCT)	NF T 90114	5		
Paramètres	Norme d'analyse	Concentration instantanée (en mg/l)													
Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T 90101	40													
Matières en suspension (MES)	NF EN 872	15													
Hydrocarbures totaux (HCT)	NF T 90114	5													
Art 4.3.6.	<p>Gestion des eaux polluées et des eaux résiduares internes à l'établissement</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à</p>	<p>Absence d'observation et Non-conformité</p>	<p>Les eaux de lavage de l'air de la cabine de peinture sont traitées comme des déchets. Le BSD d'enlèvement des déchets des peintures ont été présentés à l'Inspection. L'enlèvement des ces déchets est organisé chaque année.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales n'est pas conforme – voir non-conformité 2.</p>												

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
	<p>les recevoir.</p> <p>Les eaux de lavage de l'air de la cabine de peinture sont traitées comme des déchets.</p> <p>Les eaux pluviales sont traitées par un débourbeur-déshuileur.</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>		
Art 5.1.2	<p><u>II.1.2 - Séparation des déchets</u></p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du Code de l'Environnement (ex décret n° 94-609 du 13 juillet 1994) sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du Code de l'Environnement (ex décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié), portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999) [].</p> <p>Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du Code de l'Environnement (ex article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999 modifié) relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.</p> <p>Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-152 du Code de l'Environnement (ex décret 2002-1563 du 24 décembre 2002) ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage [].</p>	Absence d'observation	<p>L'activité de l'entreprise ne génère pas la production des huiles usagées ou des pneumatiques. Les piles sont éliminées à la déchetterie.</p> <p>Les déchets d'emballage (carton et ferrailles) sont triés et entreposés séparément dans les bennes avant l'enlèvement. Le bois (essentiellement des palettes) sont regroupées dans un seul endroit avant l'enlèvement. Le jour d'inspection, le volume de palettes en bois représente environ 40 m³</p> <p>Les justificatifs d'enlèvement pour différentes sortes de déchets ont été présentés à l'Inspection.</p> <p>Les déchets dangereux (croûtes de peinture, boues de peinture, peintures périmées) sont stockés sous rétention et protégés partiellement des intempéries par un toit. La rétention est propre.</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
Art 5.1.3	<p><u>II.1.3 - Conception et exploitation des installations d'entrepasage internes des déchets</u></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entrepasage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>	Absence d'observation	Les aires d'entrepasage des déchets susceptibles de contenir des produits polluants, notamment les peintures, sont réalisées sur des aires étanches équipées de rétention.
Art 5.1.4	<p><u>II.1.4 - Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement</u></p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p>	Absence d'observation	Par sondage, il a été vérifié que l'exploitant s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet: récépissé de déclaration n°68-2018-12 de la société Salber recyclage pour exercer l'activité de transport par route, le négoce et le courtage de déchets valable du 18/11/2018 au 30/11/2023.
Art 6.2.2	<p><u>II.1.5 - Niveaux limites de bruit</u></p> <p>Installations existantes</p> <p>Au-delà d'une distance de 85 m des limites de propriétés, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus (art 6.2.1), dans les zones à émergence réglementée.</p>	Observation 1	Prescription non vérifiée faute des mesures réalisées
Art 9.2.3	<p><u>II.1.6 - Auto surveillance des niveaux sonores</u></p> <p>Mesures périodiques</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au DDAE, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>	Non-conformité 5	<p>Aucune mesure de la situation acoustique n'a été réalisée. Depuis 2008, uniquement une campagne de mesure sur le bruit intérieur a été effectuée par la médecine du travail.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a consulté l'APAVE en début d'année et prévu d'effectuer une campagne de mesure dans les mois qui viennent.</p>
Art 7.1.3	<p><u>II.1.7 - Plan de secours</u></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan d'opération interne en liaison avec le responsable du site TITANOBEL. Ce plan définira les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en</p>	Absence d'observation	<p>La société STPI dispose du POI de Titanobel référencé POI/VG/2011/009 version D du 30 juin 2020.</p> <p>Pour compléter les dispositions du POI de Titanobel le plan de gestion de crise</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
	<p>œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Ce plan est transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le préfet, en coordination avec le responsable du site de la TITA-NOBEL.</p>		<p>et le plan d'évacuation ont été également présentés à l'Inspection. Les deux plans ne portent pas de date de dernière révision.</p> <p>La procédure « Incendie » du 14 mars 2017 fait partie des plans de secours du site.</p>
Art 7.2.3	<p>II.1.8 - Installations électriques – mise à la terre</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>	Absence d'observation	<p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée une fois par an par l'APAVE. Les derniers contrôles datent du :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 mai 2020 - 19 avril 2019 ; - 26 mars 2018. <p>Les rapports de vérifications ont été présentés à l'Inspection.</p>
Art 7.3.3	<p>II.1.9 - Formation du personnel</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>	Observation 2	<p>La société STPI ne dispose pas d'un plan de formation du personnel.</p> <p>En revanche un planning de formation du 9 juin 2020 concernant la formation SST, EPI et CACES CAT3, existe bien sur le site.</p>
Art 7.3.4.1	<p>« permis d'intervention » ou « permis de feu »</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure</p>	Absence d'observation	<p>Le permis feux, établi pour la société CEZOTOOT (31/07/2020) pour le démontage de l'ancien atelier STAUBLI, a été présenté à l'Inspection.</p> <p>Ce permis respecte les prescriptions de l'article 7.3.4.1. de l'AP.</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
	ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.		
Art 7.4.1	<p>II.1.10 - <u>Liste de mesures de maîtrise des risques</u> L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>	Absence d'observation	<p>L'exploitant a élaboré une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers. La dernière vérification de cette liste date du 9 septembre 2020.</p>
Art 7.6.2	<p>II.1.11 - <u>Ressources en eau</u> L'exploitant dispose a minima de</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 poteaux incendie capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 160 m³/h sur 2h ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; • des robinets d'incendie armés ; • des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; • une rampe de noyage par vapeur est installée à l'intérieur de la chaîne de peinture[]. 	Absence d'observation	<p>La société Titanobel est en charge de l'entretien réglementaire des bornes incendie. Le dernier courrier attestant de la conformité à la réglementation des 3 poteaux incendie se trouvant du côté de STPI date du 18 novembre 2019.</p> <p>Cependant, il est demandé à l'exploitant de faire vérifier le fonctionnement des bornes incendie simultanément afin de justifier leur débit total simultané de 160 m³/h sur 2 heures. Cette vérification a été réalisée la dernière fois en 2012.</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés par la société Beaune Protection Incendie le 2 octobre 2019 et le 27 octobre 2020.</p> <p>Les réserves de sables avec des pelles sont réparties sur le site en fonction des risques.</p>
-	II.1.12 - <u>Action Nationale : Post LubriZol - 100m</u>	Absence d'observation	<p>La société STPI est située dans le périmètre des 100 mètres autour de l'établissement Titanobel.</p> <p>Les deux entités sont séparées par un grillage doublé, partie basse et partie haute par un barbelé. Le grillage porte l'inscription « interdiction de pénétrer ». Seuls des bâtiments désaffectés se trouvent à environ 100 m du grillage. Le jour de l'inspection, aucun stockage de produits ou de déchets dangereux</p>

Article	Prescription contrôlée	Faits	Commentaire
			<p>n'est localisé à proximité de la clôture.</p> <p>Deux autres sociétés font partie du voisinage proche de Titanobel. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PL Levage (installation des charpentes métalliques) ; - Auto Pièces 21 (vente des pièces automobiles sur internet). <p>Ces deux sociétés se trouvent sur le terrain de MECELEC PLASTIQUES COMPOSITES (M.P.C.). MPC est actuellement en cessation d'activité.</p>